

Plan de personnel 2018 Personeelsplan 2018		BPS/BPV								
		AS IS (30/09/2017)			TO BE incompressible onreducerbaar TO BE			TO BE opérationnel operationeel TO BE		
Rang	Grade/Graad	Stat. et mand. Stat. en mand.	CBET CUTB	Total Totaal	Stat. et mand. Stat. en mand.	CBET CUTB	Total Totaal	Stat. et mand. Stat. en mand.	CBET CUTB	Total Totaal
E1	Préposé/Beambte	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total/Totaal		18	7	25	45	16	61	64	20	84

Stat.en mand. : statutairen en mandatarissen

CUTP: Contractuelen Uitzonderlijke en Tijdelijke Personeelsbehoeften

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

R. VERVOORT,

Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
bevoegd voor Preventie en Veiligheid

Stat.et mand. : statutaires et mandataires

CBET : Contractuel Besoins Exceptionnels et Temporaires en personnel

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

R. VERVOORT,

Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
qui a la Prévention et la Sécurité dans ses attribution

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/32202]

30 NOVEMBRE 2017. — Arrêté 2016/51 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

LE COLLEGE,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, requis en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française, émis le 20 octobre 2017;

Vu les avis des sections du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, « Services ambulatoires », « Hébergement », « Personnes handicapées » et « Aides et soins à domicile », respectivement donnés le 18 mai, les 1^{er}, 7 et 8 juin 2017;

Vu l'avis du Comité tripartite du secteur de l'insertion socioprofessionnelle donné le 12 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 7 décembre 2016;

Vu l'accord du Membre du Collège chargée du budget donné le 30/11/17;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 61.929/2/V, donné le 23 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'après une quinzaine d'années d'application de l'arrêté du « Non marchand » et d'accords successifs ainsi que des dispositifs sectoriels, il y a lieu de consolider la réglementation;

Sur proposition de la Présidente du Collège, du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées, du Membre du Collège chargé de l'action sociale et de la famille, du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et du Membre du Collège chargé de la santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 54, § 1^{er} du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf modification de la décision d'agrément le concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé.

En fin de chaque année, le Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle confirme à l'administration le volume d'activité de l'organisme sur la base des conventions annuelles établies. Le Collège fixe annuellement dans un arrêté la catégorie de subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse), dans ce cas, la catégorie est revue sur la base de la moyenne des 3 dernières années.

En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme (frais de personnel et frais de fonctionnement) ne prend effet que six mois après le 1^{er} janvier de l'année concernée par la modification de la catégorie.

Toute modification de l'équipe de base ayant des répercussions sur le financement des postes des travailleurs doit être immédiatement notifiée à l'administration. A défaut, la prise en charge du financement débutera le 1^{er} jour du mois suivant la réception par l'administration du courrier relatif à la modification. »

Art. 3. Dans l'article 85 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par une phrase rédigée comme suit : « Au-delà de l'âge légal de la pension, la réduction du temps de travail ne génère plus cette subvention. »;

2° Il est inséré un §6 rédigé comme suit : « Les modalités de financement des asbl ou fonds chargés de la gestion de l'embauche compensatoire sont déterminées dans les conventions de gestion conclues avec le Collège. »

Art. 4. Dans l'article 85bis, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° la prépension, ou le régime de chômage avec complément d'entreprise, est accordé aux travailleurs qui remplissent les conditions prévues par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, tel que modifiée par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, et par les conventions collectives de travail relatives aux mesures visant à promouvoir l'emploi des sous-commissions paritaires compétentes pour les secteurs visés (318, 319.02, 329.2, 332,330). »

b) le point 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° Durant la période de pré pension ou en régime de chômage avec complément d'entreprise, le remplacement du travailleur pré pensionné ou en régime de chômage avec complément d'entreprise est assuré par un travailleur de moins de 40 ans à l'embauche, sauf dérogation individuelle accordée par le Collège pour les postes de direction, de coordination et de médecin. »

c) le point 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° Le montant de la subvention octroyée pour couvrir l'indemnité complémentaire versée au travailleur prépensionné ou en régime de chômage avec complément d'entreprise est calculé au prorata du temps de travail subventionné pour ledit travailleur. Le montant de l'indemnité complémentaire pris en considération pour le calcul de la subvention est plafonné à un montant équivalent à 6 heures hebdomadaires d'embauche compensatoire pour 1 ETP pour l'année de référence. »

Art. 5. Dans l'article 88bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 juin 2006, l'alinéa 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Ce nombre d'heures est défini annuellement par l'administration, après concertation en Comité de pilotage tripartite, volet CCF, sur la base du cadastre que la FéBISP est chargée d'établir, en vertu du point 5, § 3, du protocole d'accord déterminant les modalités de mise en application de l'accord du non-marchand du 29 juin 2000 au secteur de l'insertion socioprofessionnelle - Volet CCF. »

Art. 6. L'article 89 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 89. Sauf disposition sectorielles contraires, la subvention pour frais de formation continuée de l'équipe, en ce compris sa supervision, s'élève à 1% de la masse salariale subventionnée.

A partir du 1^{er} janvier 2002, cette subvention est conditionnée par l'établissement d'un plan annuel de formation tenant compte de tous les travailleurs subventionnés qui a reçu un avis favorable des représentants des travailleurs. Ce plan annuel est transmis à l'administration pour avis au plus tard le 31 janvier.

On entend par masse salariale subventionnée, l'ensemble des salaires bruts en ce compris les cotisations patronales de sécurité sociale et autres avantages repris à l'annexe V NM à l'exception des montants dus aux travailleurs ayant le statut d'indépendant, à l'assurance loi et à la médecine du travail. »

Art. 7. L'article 97 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 97. Par dérogation à l'article 89, la subvention pour les frais de formation continuée s'élève à 1% de la masse salariale du personnel des organismes agréés à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales.

Cette masse salariale est déterminée annuellement par l'administration, après concertation en Comité de pilotage tripartite, volet CCF, sur la base du cadastre que la FéBISP est chargée d'établir, en vertu du point 5, § 3, du protocole d'accord déterminant les modalités de mise en application de l'accord du non-marchand du 29 juin 2000 au secteur de l'insertion socioprofessionnelle - Volet CCF

Dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, les modalités de liquidation des subventions de la formation continuée sont définies annuellement dans l'arrêté de subvention en faveur de l'asbl désignée. »

Art. 8. L'article 112 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 112. Les subventions pour les frais de rémunération visés aux points 1, 9 et 11 (points a) et b) à l'exception de l'indemnité de séjour) de l'annexe V NM sont indexées suivant les règles appliquées aux rémunérations de la fonction publique ».

Art. 9. L'article 113 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Les autres subventions dont l'indexation est prévue par le présent arrêté sont adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993, si après dénommé indice santé, suivant la formule : montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente/indice santé de décembre 2000 (106,4 en base 1996).

La subvention horaire forfaitaire dont l'indexation est prévue à l'article 85 est adaptée annuellement à chaque 1^{er} janvier suivant la formule : montant de base (19,83 euros) x coefficient de majoration de l'indice pivot relatif à la fonction publique de décembre de l'année précédente/coefficient de majoration de l'indice pivot relatif à la fonction publique de décembre 2000 (124,34 en base 1990) ».

Art. 10. Dans le même arrêté, l'annexe I NM, relative aux barèmes de référence pour les fonctions subventionnées, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 octobre 2003, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 11. Dans le même arrêté, l'annexe II NM, relative au tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 12. Dans le même arrêté, l'annexe III NM, relative aux fonctions subventionnées par secteurs – diplômes requis et conditions d'accès, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 13. Dans le même arrêté, l'annexe IV NM, relative à la reconnaissance et au calcul de l'ancienneté, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Art. 14. Dans le même arrêté, l'annexe V NM, relative au calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009 et du 13 janvier 2011, est remplacée par l'annexe 5 jointe au présent arrêté.

Art. 15. Dans le même arrêté, l'annexe VI NM, relative aux documents relatifs aux demandes d'agrément, est abrogée.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 17. Les Membres du Collège de la Commission communautaire française sont chargés, chacun, pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2017.

F. LAANAN
C. JODOGNE

Par le Collège :
C. FREMAULT

R. VERVOORT
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/32202]

30 NOVEMBER 2017. — Besluit 2016/51 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

HET COLLEGE,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectieve situaties van mannen en vrouwen, vereist krachtens artikel 3, lid 1, 2^o van het Decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van het genderaspect in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 20 oktober 2017;

Gelet op de adviezen van de afdelingen "Ambulante diensten", "Opvang", "Personen met een handicap" en "Thuishulp en -verpleging" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor bijstand aan Personen en Gezondheid, respectievelijk gegeven op 18 mei, 1 juni, 7 juni en 8 juni 2017;

Gelet op het advies van het tripartiet Comité van de sector van de socio-professionele inschakeling, gegeven op 12 juni 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 7 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid dat bevoegd is voor de Begroting, gegeven op 30/11/17;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.929/2/V, gegeven op 23 augustus 2017, bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit betreffende de "non-profitsector", opeenvolgende overeenkomsten en sectorale regelingen, na ongeveer vijftien jaar van toepassing, geconsolideerd dienen te worden;

Op voorstel van de Voorzitter van het College, van het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap, van het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en het Gezin, van het Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding en van het Collegelid bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens het artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In het artikel 54, § 1 van hetzelfde besluit, wordt lid 2 vervangen door wat volgt :

“Behoudens wijziging van de beslissing tot erkenning van de betrokken instelling in functie van de bepalingen van artikel 11 van het decreet “SPI”, blijft de instelling in dezelfde subsidiëeringscategorie voor de volledige duur van de aan de instelling toegekende erkenning.

Aan het einde van ieder jaar bevestigt het Beheerscomité van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding het activiteitenvolume van de instelling aan het Bestuur op basis van opgestelde jaarlijkse overeenkomsten. Het College legt jaarlijks bij besluit de subsidiëeringscategorie van de erkende instellingen voor socio-professionele inschakeling vast. Er wordt geen enkele categoriewijziging voorgesteld zolang het activiteitenvolume van de instelling geen wijziging kent van meer dan 10 % (in stijgende of dalende lijn). In dat geval wordt de categorie herzien op basis van het gemiddelde van de laatste 3 jaar.

In geval van overgang naar een lagere categorie treedt de wijziging van de financiering van de instelling (personeelskosten en werkingskosten) slechts in werking 6 maanden na 1 januari van het jaar waarin de categoriewijziging plaatsvindt.

Elke wijziging van het basisteam die gevolgen heeft voor de financiering van de arbeidsplaatsen, dient onmiddellijk betekend te worden aan het bestuur. Zo niet, zal de tenlasteneming van de financiering aanvangen op de 1e dag die volgt op de ontvangst door het Bestuur van de brief betreffende de wijziging.”

Art. 3. In het artikel 85 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 2 wordt een zin toegevoegd die luidt als volgt : “Naast de wettelijke pensioenleeftijd genereert de arbeidsduurvermindering niet langer deze subsidie.”;

2° *Er wordt een §6* ingevoegd dat luidt als volgt : “De financieringsmodaliteiten van de vzw’s of de fondsen die instaan voor het beheer van de compenserende aanwervingen, worden bepaald in de beheersovereenkomsten die afgesloten werden met het College.”

Art. 4. In het artikel 85*bis*, ingevoegd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

d) Punt 1° wordt vervangen door wat volgt : “1° het bruggpensioen, of het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt toegekend aan werknemers die voldoen aan de voorwaarden van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij ontslagen worden, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen, en door de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende maatregelen bedoeld om werkgelegenheid te bevorderen van de paritaire subcommissies bevoegd voor de bedoelde diensten (318, 319.02, 329.2, 332,330).”

e) Punt 2° wordt vervangen door wat volgt : “2° Tijdens de periode van het vervroegd pensioen of in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, wordt de vervanging van de vervroegd gepensioneerde werknemer verzekerd door een werknemer die jonger is dan 40 jaar bij de indienstneming, behoudens individuele, door het College toegekende individuele afwijking voor de directie-, coördinatie- en geneeskundige posten.”

f) Punt 3° wordt vervangen door wat volgt : “3° Het bedrag van de toegekende subsidie voor de bijkomende vergoeding uitbetaald aan de werknemer die met vervroegd pensioen vertrekt of zich bevindt in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, wordt berekend in verhouding tot de betaalde werktijd voor de genoemde werknemer. Het bedrag van de bijkomende vergoeding dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de toelage is geplafoneerd op een bedrag dat overeenstemt met 6 uren compenserende aanwerving voor 1 VTE voor het referentiejaar.”

Art. 5. In het artikel 88*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 juni 2006, wordt lid 2 opgeheven en vervangen door wat volgt :

“Dit aantal uren wordt jaarlijks bepaald door het bestuur, na overleg binnen het tripartiet Sturingscomité, luik FGC, op basis van het kadaster dat de FéBISP moet opstellen, krachtens punt 5, § 3, van het protocolakkoord dat de modaliteiten bepaalt voor de tenuitvoerlegging van het non-profitakkoord van 29 juni 2000 in de sector van de socio-professionele inschakeling – Luik FGC.”

Art. 6. Het artikel 89 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“Art.89. Behoudens andersluidende sectorale bepalingen, bedraagt de subsidie voor de voortgezette opleidingskosten van het team, met inbegrip van zijn begeleiding, 1% van de gesubsidieerde loonmassa.

Vanaf 1 januari 2002 wordt deze subsidie onderworpen aan het opstellen van een jaarlijks opleidingsplan dat rekening houdt met alle gesubsidieerde werknemers en dat een gunstig advies heeft gekregen van de vertegenwoordigers van de werknemers. Dit plan wordt uiterlijk op 31 januari voor advies overgemaakt aan het bestuur.

Met gesubsidieerde loonmassa wordt verwezen naar alle brutolonen, met inbegrip van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid en andere voordelen hernomen in bijlage V N.M., met uitzondering van de verschuldigde bedragen voor de werknemers met een statuut van zelfstandige, voor de wettelijke verzekering en voor de arbeidsgeneeskunde.”

Art. 7. Het artikel 97 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“Art.97. In afwijking van artikel 89 bedraagt de subsidie voor de voortgezette opleidingskosten 1 % van de loonmassa van het personeel van de erkende instellingen bestemd voor socio-professionele inschakelingsopdrachten, met uitzondering van het personeel van de “Lokale Opdrachten”.

Deze loonmassa wordt jaarlijks bepaald door het bestuur, na overleg binnen het tripartiet Sturingscomité, luik FGC, op basis van het kadaster dat de FéBISP moet opstellen, krachtens punt 5, § 3, van het protocolakkoord dat de modaliteiten bepaalt voor de tenuitvoerlegging van het non-profitakkoord van 29 juni 2000 in de sector van de socio-professionele inschakeling – Luik FGC.

In de sector van de socio-professionele inschakeling worden de uitbetalingsmodaliteiten van de subsidies voor de voortgezette opleiding jaarlijks bepaald in het subsidiebesluit ten gunste van de aangewezen vzw.

Art. 8. Het artikel 112 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“Art.112. De subsidies voor de bezoldigingskosten bedoeld in punten 1, 9 en 11 (punten *a*) en *b*) met uitzondering van de verblijfsvergoeding) van de bijlage V NM worden geïndexeerd volgens de regels die van toepassing zijn op de bezoldigingen in het openbaar Ambt”.

Art. 9. Het artikel 113 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“De andere subsidies waarvan de indexatie bepaald wordt door dit besluit, worden jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule : basisbedrag x gezondheidsindex van december van het vorig jaar/ gezondheidsindex van december 2000 (106,4 basis 1996).

De forfaitaire uurloonsubsidie waarvan de indexatie wordt voorzien in het artikel 85, wordt jaarlijks op 1 januari aangepast volgens de volgende formule : basisbedrag (19,83 euro) x verhogingscoëfficiënt van de spilindex met betrekking tot het openbaar Ambt van december van het vorig jaar/ verhogingscoëfficiënt van de spilindex met betrekking tot het openbaar Ambt van december 2000 (124,34 basis 1990)”.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt de bijlage I NM, betreffende de referentieweddeschalen voor de gesubsidieerde functies, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 oktober 2003, vervangen door bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt de bijlage II NM, betreffende de tabel van de referentieweddeschalen voor de gesubsidieerde functies, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, vervangen door bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt de bijlage III NM, betreffende de gesubsidieerde functies per sector – vereiste diploma's en toelatingsvoorwaarden, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, vervangen door bijlage 3 gevoegd bij dit besluit.

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt de bijlage IV NM, betreffende de erkenning en de berekening van de anciënniteit, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, vervangen door bijlage 4 gevoegd bij dit besluit.

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt de bijlage V NM betreffende de berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen, gewijzigd bij besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009 en van 13 januari 2011, vervangen door bijlage 5 gevoegd bij dit besluit.

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt de bijlage V NM, betreffende de documenten met betrekking tot erkenningsaanvragen, opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 17. De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden, ieder voor wat hen aanbelangt, belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, 30 november 2017.

Door het College :

F. LAANAN
C. JODOGNE

C. FREMAULT

R. VERVOORT
D. GOSUIN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2017/14375]

Benoeming

Bij koninklijk besluit van 29 november 2017 wordt mevrouw DEGRAUWE Greta, geboren op 17 oktober 1958, in vast dienstverband benoemd, met ingang van 15 juli 2017, in de titel van Adviseur in de klasse A3, bij Empreva.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2017/14375]

Nomination

Par arrêté royal du 29 novembre 2017, Madame DEGRAUWE Greta, née le 17 octobre 1958, est nommée à titre définitif, à partir du 15 juillet 2017, au titre de Conseiller dans un emploi de classe A3, chez Empreva.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/206620]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 25 december 2017, is de heer PUYPE Dominiek benoemd tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij het Arbeidshof van Gent ter vervanging van de heer VERHEYE Erwin wiens mandaat hij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/206620]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 25 décembre 2017, Monsieur PUYPE Dominiek est nommé conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail de Gand en remplacement de Monsieur VERHEYE Erwin dont il achèvera le mandat.